

## Jean-Baptiste André Godin à Paul Rietsch, 10 novembre 1887

Auteur·e : **Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Paul Rietsch, 10 novembre 1887, 1887-11-10

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 13/08/2025 sur la plate-forme EMAN :  
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/52432>

### Informations sur le document source

CoteFG 15 (27)

Collation4 p. (53r, 54r, 55r, 56r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [10 novembre 1887](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Familistère

Destinataire [Rietsch, Paul](#)

Lieu de destination 68, rue Royale, Saint-Quentin (Aisne)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

# Description

Résumé Sur l'exclusion du Familistère de l'anarchiste Duplaquet. Godin fait à Rietsch le récit des événements impliquant des anarchistes depuis le mois de septembre. Il lui demande son avis sur la procédure à suivre.

Notes Le numéro du journal anarchiste *La Révolte* du 24 septembre 1887 évoque une tentative de grève et des placards affichés en face du « bagne Godin » (*La Révolte*, 24 septembre 1887 [en ligne :

<https://www.retronews.fr/journal/la-revolte/24-septembre-1887/1241/4212029/3>,

consulté le 5 décembre 2023]). Le numéro du 8 octobre 1887 de *La Révolte* mentionne l'arrestation des ouvriers anarchistes du Familistère (*La Révolte*, 8 octobre 1887 [en ligne :

<https://www.retronews.fr/journal/la-revolte/8-octobre-1887/1241/4212041/2>,

consulté le 5 décembre 2023])

Support Les chiffres d'articles du règlement de l'association du Familistère sont manuscrits et biffés à la mine de plomb au bas du folio 56r.

## Mots-clés

[Consultation juridique](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Duplaquet, Jules](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 10/10/2024

---

Guise Familistère 10 Novembre 1849

Monsieur,

L'association du Familistère que j'ai fondée aura inévitablement, par le cours des événements, à résister à des tentatives de différents ordres, faites contre elle. Je viens vous prier de me dire s'il vous conviendrait de prendre en mains la défense de ses intérêts sociaux.

Le contentieux des sociétés industrielles est peu connu dans notre contrée; mais il a surtout un caractère nouveau dans la société que j'ai fondée à Guise, en ce sens que celle-ci donne au travail une place qui ne lui a jamais été faite dans aucune société.

Le fait suivant que je soumets à votre attention et sur lequel je vous prie de me donner votre avis vous donnera une idée des questions qui peuvent naître dans le sein de notre association.

Vers la fin de septembre quelques amis de l'Association du Familistère

Monsieur Boetsch, avocat à St Quentin.

et deux employés provoquèrent dans l'usine des scandales anarchistes par des affiches incendiaires contenant des menaces de différentes natures.

Un des individus fut pris à placarder une de ces affiches et quatre des principaux auteurs du fait furent arrêtés et conduits en prison. Ils furent, je ne sais pourquoi relâchés quelques jours après et revinrent pour travailler dans les ateliers de l'Association. On refusa de les accepter, leur proposant de régler leur compte ; mais ils se répandirent en provocations et refusèrent.

J'étais absent ; on introduisit un référendum demandant l'expulsion, des ateliers et de l'usine, de quatre ouvriers et un employé. Le référendum ordonna l'expulsion. On régla les individus, mais l'un d'eux, l'employé nommé Duplaguet, tout en quittant sa fonction dans les ateliers n'abandonna pas le logement qui il occupait dans le Familistère.

La commission exécutive de l'Association qui agissait en mon nom se contenta de sa sortie des ateliers et lui accorda de rester dans son logement tout le mois d'Octobre, le prévenant d'avoir à quitter les locaux à la fin du mois.

À cette date, cependant, Duplaquet ne quittant pas son logement fut cité en justice de paix ; mais sur les conclusions qui il présenta, le juge de paix s'est déclaré incomptéent.

En cet état qu'y a-t-il à faire ? Il faut que l'Association fasse respecter ses statuts qui sont sa loi.

Duplaquet demande l'assistance judiciaire pour plaider contre l'Association, réclamer des dommages-intérêts et je ne sais quoi. En attendant il se répand en diatribes contre l'Association et contre moi, dans les journaux révolutionnaires.

Tout cela ne me paraît pas très-sérieux, mais l'Association du Familistère a des ennemis qui peuvent pousser Duplaquet ; je ne sais dans quelle limite ils lui accorderont secours.

Dans tous les cas, il faut que Duplaquet, cet agent de désordre, quitte le Familistère au plus tôt. Cette affaire doit-elle être portée devant le tribunal de commerce ? ou devant le tribunal civil ? D'un côté, il s'agit de faire respecter le pacte social ; de l'autre, il s'agit d'expulser un locataire au moins.

Duplaquet ne peut former sa demande contre l'association qu'en s'appuyant sur les statuts et règlements de l'association même.



Je vous donne, sous ce pli, l'extrait des articles de nos statuts qui peuvent avoir rapport à l'affaire Duplaquet.

Je vous donne, en outre, copie des conclusions qu'il a déposées en justice de paix.

Le Bureau de l'Assistance judiciaire a remis sa décision au 28 de ce mois. On me dit que l'intention de Duplaquet est de ne pas attendre ce délai pour agir.

Veuillez, Monsieur, me répondre au plus tôt, et me dire si je dois aller conférer avec vous à St Quentin ?

Agitez je vous prie, Monsieur,  
l'assurance de ma considération

*Godin*

(1) Statuts 1<sup>ère</sup> partie :

Articles 9, 10, partie de l'art. 12; Articles 17, 24;  
partie de l'art. 25; art. 26, 27, 28, 29, 30, 31; partie de  
l'art. 7<sup>e</sup>; art. 120, 134

Assurances mutuelles 9<sup>ème</sup> partie : art. 27.

Règlement 3<sup>ème</sup> partie : art. 49 (91, 92, 93)